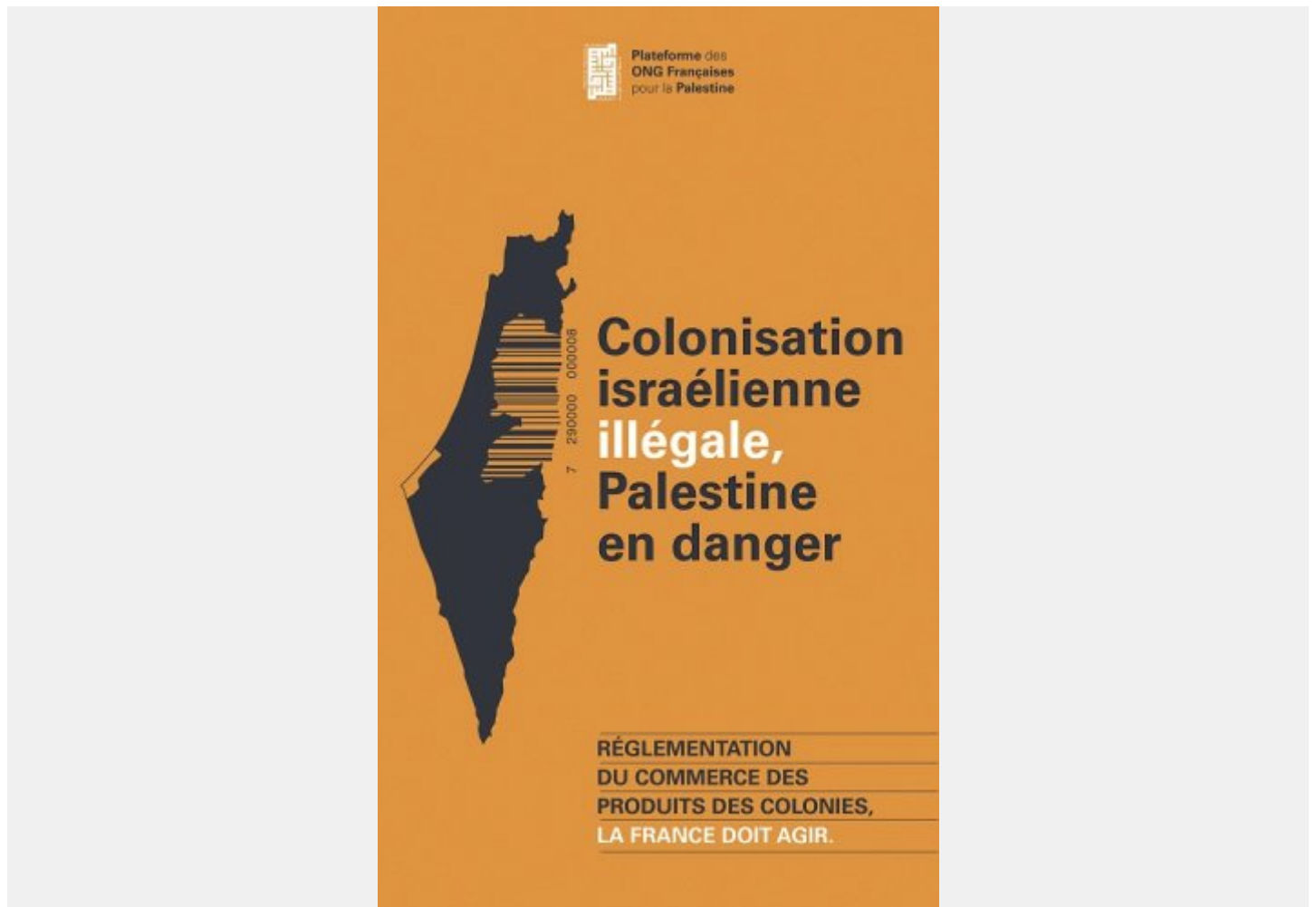


Communiqué - Palestine/ Israël : des députés appellent la France à poursuivre son action pour l'étiquetage des produits des colonies.

28 mai 2013



Paris le 28 mai 2013,

Plusieurs députés ont appelé le gouvernement français, lors d'une conférence de presse mardi 29 mai à l'Assemblée nationale, à tout mettre en œuvre pour que l'Union européenne adopte l'étiquetage des produits des colonies israéliennes, une mesure en cours d'élaboration au sein du Service européen pour l'action extérieure de M^{me} Ashton.

« Il est important de dénoncer les produits fabriqués dans les colonies israéliennes et vendus comme s'ils

avaient été fabriqués en Israël, nous ne demandons rien d'autre que de dire au consommateur d'où vient le produit » a fait valoir Michel Issindou, député de l'Isère, après l'introduction faite par Claude Léostic, présidente de la Plateforme des ONG françaises pour la Palestine pour laquelle « il est très important d'avoir le soutien de députés français contre les colonies illégales en Palestine, pour le respect du droit et celui du consommateur ». Cet étiquetage est « une première étape pour aboutir à terme à une interdiction d'entrée des produits des colonies dans l'UE ».

A l'heure actuelle, il est « impossible pour le consommateur de connaître l'origine des produits qui viennent d'Israël », a souligné Esti Micenmacher, de l'ONG israélienne Who Profits d'après le travail de terrain très précis effectué par cette ONG. « Or, la majorité des fruits et légumes exportés par Israël viennent des territoires occupés et notamment de la vallée du Jourdain ».

Pour Florence Delaunay, députée des Landes, l'étiquetage des produits des colonies « est un soutien efficace à la Palestine, et il répond à trois enjeux : le droit du consommateur, une prise de conscience de la colonisation en cours et l'affirmation de l'illégalité des colonies » mais il est important que « l'ensemble des produits des colonies soit concerné par l'étiquetage, les produits agricoles mais aussi les produits cosmétiques et industriels et que les règles de l'Union européenne soient traduites dans les législations nationales ».

Chaynesse Khirouni, députée de Meurthe-et-Moselle a poursuivi : « Il est temps pour l'Union européenne d'adopter une politique active et déterminée en la matière. Nous devons appuyer plus fortement les démarches de M^{me} Ashton qui préconise d'étiqueter les produits issus des colonies israéliennes. Cet étiquetage représenterait une première avancée concrète. La France, lors du vote sur la reconnaissance de la Palestine comme Etat observateur aux Nations unies en novembre 2012 a déjà montré qu'elle était prête à donner l'exemple. Elle doit être à l'avant-garde de l'Union européenne en soutenant cette mesure en faveur des consommateurs, d'une part, et du respect du droit international d'autre part ».

Pouria Amirshahi, député des Français établis hors de France, Michel Ménard, député de Loire-Atlantique et François Asensi, député de Seine-Saint-Denis ont également apporté leur soutien à cette mesure. Une quinzaine de parlementaires ont également interpellé le gouvernement avec des questions écrites.

- Emplacement : [Vous êtes ici](#) : [Accueil](#) > [Espace presse](#) > [Communiqués](#) >

- Adresse de cet article :

<https://plateforme-palestine.org/Communique-Palestine-Israel-des-deputes-appellent-la-France-a-pour-suivre-son>